

[Text]

suggesting that scanners should be banned as far as their importation or manufacture on an ongoing basis. Whatever number of scanners there are out there now, we're suggesting that measures can be taken to ban the importation and manufacture of ongoing scanners, be they analog or digital. This is quite similar to the legislative steps that have been taken in the U.S. In the written presentation we talk about the possibility of dumping that might happen if we had a dissimilar approach here.

We also recommend that intentional listening be prohibited. Bill C-109, as it's currently drafted, my reading of it is that disclosure is prohibited and using the content for malicious purposes or gain is prohibited; however, intentional listening is not prohibited.

When I heard Mr. Phillips talk about giving cellular customers or wireless-use customers the same level of protection as we have with wire-line service—the wiretap legislation and the privacy legislation of the Criminal Code—that is really what I'm talking about: giving to the cellular customer the same level of protection.

That's not to say that there won't be scanners out there and there won't be people who will listen, because somebody will find a way to get around whatever regulations or legislations there are. But I think if steps such as these are taken, if we in industry continue to do our job, which is to inform customers of the limitations of the service, which we have done and will continue to do, if we also continue to update our networks, and we are well on the way to our conversion towards digital—we do offer encrypted services to those who need it—all of these efforts, from government, from industry, from consumer groups as appropriate, can pull together and provide a series of protections, none of them foolproof, but getting us towards that goal of cellular privacy as a core value.

Those are my opening comments, Mr. Chairman. I thank you for your indulgence. And I'd be pleased to answer any questions you or your members may have.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Barnes.

I was wondering if we could proceed directly with Cantel, and then put our questions to both, in view of the fact that our time is running down. Is that agreeable? It was Mrs. Finestone's idea.

Mr. Waddell: Do they talk to each other, these two?

Mr. Nicholson: At least they have one chair separating them.

The Chairman: It's Mr. Katz, is it?

Mr. Leonard Katz (Vice-President, Government Relations, Rogers Cantel Inc.): Yes.

I must apologize. Mr. Fierheller is on a plane that arrived about half an hour ago. He should be walking in the door, panting, very shortly.

The Chairman: Thank you very kindly for coming here on relatively short notice. If you have a statement, we'd appreciate it very much at this point.

Yes, Mr. Waddell.

[Translation]

déjà discuté ici aujourd'hui, celle des balayeurs. Nous suggérons d'interdire l'importation et la fabrication de balayeurs. Quel que soit le nombre de balayeurs existant actuellement, nous estimons que l'on peut prendre des mesures pour en interdire l'importation et la fabrication, qu'ils soient analogiques ou numériques. C'est tout à fait similaire aux mesures législatives qui ont été prises aux États-Unis. Dans notre document, nous parlons du fait que le Canada pourrait devenir un dépotoir si nous ne prenions pas des mesures semblables.

Nous recommandons aussi d'interdire l'interception délibérée des appels. Sous sa forme actuelle, le projet de loi C-109 interdit la divulgation et l'utilisation à des fins délictueuses ou commerciales, mais n'interdit pas l'interception délibérée des appels.

Lorsque j'ai entendu M. Phillips parler de donner aux clients du service cellulaire ou du service sans fil le même niveau de protection que pour le service à fil—les dispositions législatives sur les tables d'écoute et sur la protection de la vie privée qui sont dans le Code criminel—c'est en fait ce à quoi je pensais: donner aux clients du service cellulaire le même degré de protection.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de balayeurs et qu'il n'y aura pas de gens qui écouteront, parce qu'il y aura toujours quelqu'un qui trouvera le moyen de contourner tous les règlements et mesures législatives. Je crois toutefois que si l'on prend des mesures de ce genre, si nos compagnies continuent à faire leur travail en informant leurs clients des limites de ce service, ce que nous avons déjà fait et continuerons à faire, si nous continuons aussi à moderniser nos réseaux, et nous sommes bien près de leur conversion à la technologie numérique—nous offrons les services chiffrés à ceux qui en ont besoin—tous ces efforts, qu'ils relèvent du gouvernement, du secteur privé, des groupes de consommateurs au besoin, peuvent offrir une série de protections, qui ne seront pas totales, certes, mais qui nous rapprocheront de cet objectif de protection de la vie privée des clients du service cellulaire.

Voilà ce que je voulais dire pour débiter, monsieur le président. Je vous remercie de votre indulgence. Je serai heureux de répondre aux questions que vous voudrez me poser.

Le président: Merci beaucoup, monsieur.

Je me demandais si nous ne pourrions pas passer directement à Cantel pour poser ensuite nos questions aux deux à la fois, étant donné que nous n'avons pas beaucoup de temps. Est-ce d'accord? C'était l'idée de M^{me} Finestone.

M. Waddell: Est-ce qu'ils se parlent jamais, ces deux-là?

M. Nicholson: Il y a au moins un fauteuil qui les sépare.

Le président: C'est monsieur Katz, n'est-ce pas?

M. Leonard Katz (vice-président, Relations avec le gouvernement, Rogers Cantel Inc.): Oui.

Je dois vous présenter des excuses. M. Fierheller est arrivé à l'aéroport il y a environ une demi-heure. Il devrait arriver tout essoufflé dans quelques instants.

Le président: Merci beaucoup d'être venu ici avec un préavis si court. Si vous avez une déclaration à faire, nous aimerions l'entendre maintenant.

Oui, monsieur Waddell.